



SLOVÉNIE

Le saviez-vous ?

Nombre d'habitants : **2,1 millions**
 Population active : **1,03 million**
 Taux d'activité : **81,9 %**

En slovène
 "formation professionnelle"
 se dit **poklicno usposabljanje**

Pourcentage de salariés participant aux formations professionnelles courtes : **58,3 %**

Pourcentage d'adultes participant à des programmes de formation tout au long de la vie : **11,4 %**

Comme nombre de pays de l'UE, la formation professionnelle est très développée en Slovénie, chez les étudiants, mais aussi les salariés, plus nombreux que la moyenne de l'UE à suivre des programmes courts, dans un pays qui a choisi de mettre fortement l'accent sur l'acquisition de compétences digitales.



À l'Institut slovène d'éducation des adultes (Andragoški center Slovenije), à Ljubljana, lors d'une intervention de la conférencière Barbara Kunčič Krapež, du CPI (Center RS za poklicno izobraževanje, Centre de la République de Slovénie pour l'enseignement et la formation professionnels).



Des apprenants du Centre de formation professionnelle (Strokovni izobraževalni center) de Ljubljana.

Slovénie OBJECTIF RECONQUÊTE, GRÂCE AU CADRE DE RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS

Créé en 2016 sous l'égide du ministère du Travail slovène, le cadre de reconnaissance des qualifications professionnelles a joué un rôle important dans l'adaptation de la main-d'œuvre aux nouveaux enjeux et besoins des entreprises. Un processus en adaptation permanente.

Laurence Estival

Pas toujours simple de repartir de zéro... Pourtant, après l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et ses conséquences pour des économies extrêmement imbriquées, la Slovénie a dû s'adapter à vive allure... "L'effondrement du secteur industriel, qui a privé nombre de salariés de leur emploi, a fait apparaître de nouvelles problématiques : peu d'entre eux avaient des diplômes attestant leurs qualifications, dans un contexte où, pour retrouver du travail, ils devaient d'abord s'appuyer sur ce qu'ils savaient faire, pour aller ensuite acquérir de nouvelles compétences correspondant aux nouveaux besoins des em-

ployeurs", se souvient Barbara Kunčič Krapež, spécialiste de ces questions. C'est dans ce contexte que l'idée de créer un cadre facilitant la reconnaissance informelle des qualifications professionnelles a rapidement vu le jour. "Comme il nous fallait agir très vite, ce système a été mis en place par le ministère du Travail, en lien avec d'autres ministères, dont celui de l'Éducation. Les qualifications identifiées correspondaient à des diplômes ou certificats préparés de manière formelle. Mais nous souhaitons faire en sorte qu'elles puissent être également validées en situation professionnelle afin de gagner du temps." Les organisations professionnelles, tout comme les syndicats, ont, eux, été mis dans la boucle.

Un système centralisé

Un système complet organisé autour de quatre principaux piliers a ainsi été créé. Au sommet de la pyramide, le ministère du Travail a pris la main pour des questions purement pratiques : "Nous sommes un petit pays, et comme la demande émanait à l'origine du monde du travail, c'était normal qu'il occupe ce rôle central", poursuit l'experte. Une fois les grands principes décidés, a également été actée la création d'une dizaine de comités sectoriels associant experts et professionnels autour de grands domaines (affaires, ingénierie, informatique, agriculture et forêt, santé et social ou encore développement durable, etc.), chargés de faire des propositions analysées en vue de l'inscription de qualifications sur un catalogue national.

Un Conseil d'experts pour la formation professionnelle et continue est, quant à lui, chargé d'étudier la faisabilité et les modalités techniques. Dans cette tâche, il peut être épaulé par l'Institut slovène pour la formation professionnelle et continue, un centre de recherche spécialisé sur ces questions qui a, en outre, la vision des pratiques développées dans d'autres pays européens.

Des résultats encourageants

"Depuis la création de ce cadre national, et après quelques années de montée en puissance, ce sont entre 4 000 et 5 000 certifications qui sont ainsi obtenues en moyenne par an, par des professionnels soucieux de faire reconnaître leurs qualifications", met en avant Barbara Kunčič Krapež. Il a permis d'ajuster rapidement les compétences aux besoins. La mise à jour des qualifications continue avec au minimum une révision des référentiels tous les cinq ans, voir plus dans

"Entre 4 000 et 5 000 certifications sont obtenues en moyenne chaque année"

VERS UNE VAE "À LA FRANÇAISE" ?

Depuis la création en Slovénie du cadre national de reconnaissance des qualifications, de plus en plus de salariés sont entrés dans une dynamique débouchant non pas sur une simple qualification plus ou moins pointue, mais sur plusieurs qualifications connexes. "Pour le moment, il s'agit de constituer des portefeuilles de compétences, mais notre idée serait à terme de pouvoir à partir de plusieurs certificats offrir aux salariés la possibilité d'obtenir un diplôme", indique Barbara Kunčič Krapež. Reste encore de nombreux barrages à franchir. "Il faut que le ministère du Travail arrive à convaincre celui de l'Éducation", note l'experte. Déjà, certaines institutions accueillant des publics en formation continue commencent à regarder de près leurs qualifications, même s'il s'agit encore du cas par cas.

les secteurs technologiques en pleine évolution. Mais ce cadre a aussi facilité le retour au travail des demandeurs d'emploi, "même si, bien sûr, ce n'est pas le seul élément".

Selon les statistiques, 60 % des candidats ayant obtenu une certification ont en effet trouvé un nouveau poste dans les trois mois, mais selon l'experte, se mettre déjà dans cette dynamique, c'est retrouver confiance en soi et de la motivation, des qualités indispensables aussi pour remettre le pied à l'étrier. "Parmi les principaux bénéficiaires, il y a également tous ceux qui souhaitent créer leur propre entreprise et rassurer leurs futurs clients en démontrant qu'ils ont bien les qualifications requises. Sans parler des entreprises qui s'internationalisent et ont compris l'intérêt de prouver que leurs salariés sont alignés sur les standards européens", remarque la responsable.

L'acquisition de certifications prouvant la véracité de compétences indiquées sur un CV est en outre devenue le sésame indispensable pour tous les étrangers – hors Union européenne – qui souhaitent décrocher un travail en Slovénie, un pays avec d'importants besoins de main-d'œuvre du fait de sa population vieillissante. ●

Rubrique réalisée dans le cadre de la préparation de la présidence française de l'Union européenne. Avec l'appui du réseau ReferNet, dont la branche française est pilotée par Centre Inffo.

<https://refernet.centre-info.fr>

www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/networks/refernet/national-partners